



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-SEPTIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 18 octobre 2006 — N° 47

Dix heures

**Président de l'Assemblée nationale :
M. Michel Bissonnet**

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

- 1) Rapport de la Commission de l'administration publique qui a siégé afin de procéder à des auditions en vertu de la *Loi sur l'administration publique* : le secrétaire du Conseil du trésor concernant le rapport 2004-2005 sur l'application de la *Loi sur l'administration publique* et le rapport sur la mise en œuvre de la *Loi sur l'administration publique* intitulé *Cinq années de gestion axée sur les résultats au gouvernement du Québec*; la sous-ministre de la Culture et des Communications sur le rapport annuel de gestion 2004-2005 du ministère; le président-directeur général de la Régie du bâtiment du Québec concernant la performance et la reddition de comptes; le président de la Société de développement des entreprises culturelles sur le rapport annuel de gestion 2004-2005 de la SODEC; la sous-ministre des Services gouvernementaux, la présidente-directrice générale de Services Québec et le sous-ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale sur la prestation de services du gouvernement en ligne; le sous-ministre des Relations internationales sur le rapport annuel de gestion 2004-2005 du ministère. Le rapport contient 19 recommandations.

Rapport déposé le **15 juin 2006**

Sont écoulés les quinze jours impartis, en vertu de l'article 94 (R.A.N.), pour la prise en considération de ce rapport.

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Consultations particulières

- 2) Projet de loi n° 33
Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **15 juin 2006**
Renvoyé à la Commission des affaires sociales

Adoption du principe

- 3) Projet de loi n° 27*
Loi sur la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et
présidente du Conseil du trésor le **13 juin 2006**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 4) Projet de loi n° 29
Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières et d'autres dispositions
législatives
Présenté par le ministre des Finances le **9 juin 2006**
- 5) Projet de loi n° 30
Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite, notamment
en matière de financement et d'administration
Présenté par la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale le
14 juin 2006
- 6) Projet de loi n° 32
Loi modifiant la Loi sur les élections scolaires et la Loi sur l'instruction
publique
Présenté par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport le **14 juin 2006**
- 7) Projet de loi n° 34
Loi modifiant la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation et d'autres
dispositions législatives
Présenté par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport le **14 juin 2006**
- 8) Projet de loi n° 36
Loi sur la confiscation, l'administration et l'affectation des produits et
instruments d'activités illégales
Présenté par le ministre de la Justice le **14 juin 2006**

Étude détaillée en commission

- 9) Projet de loi n° 25
Loi modifiant la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels et d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre de la Justice le 9 mai 2006
Principe adopté le 8 juin 2006
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le **15 juin 2006**
- 10) Projet de loi n° 76
Loi abrogeant la Loi sur la Commission municipale et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par la ministre des Affaires municipales et des Régions le 11 novembre 2004
Principe adopté le **31 mai 2005**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 11) Projet de loi n° 89
Loi sur les activités cliniques et de recherche en matière de procréation assistée et modifiant d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 16 décembre 2004
Principe adopté le 14 avril 2005
Rapport de la Commission des affaires sociales (consultations) déposé le **6 juin 2006**
- 12) Projet de loi n° 99
Loi modifiant la Loi concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Shipshaw
Présenté par le ministre des Ressources naturelles et de la Faune le 3 mai 2005
Principe adopté le **3 juin 2005**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

Prise en considération de rapports de commissions

- 13)** Projet de loi n° 2
Loi sur le temps légal
Présenté par le ministre de la Justice le 20 mars 2006
Principe adopté le 5 avril 2006
Rapport de la Commission des institutions déposé le **17 octobre 2006**
(Amend. transmis en vertu de l'article 252 R.A.N.)

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 14)** Projet de loi n° 190
Loi concernant la procédure de sélection des personnes nommées par l'Assemblée nationale et modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **6 avril 2006**
- 15)** Projet de loi n° 191
Loi établissant une date fixe pour l'élection des membres de l'Assemblée nationale à compter du 16 avril 2007
Présenté par le député de Rivière-du-Loup le **9 décembre 2004**
- 16)** Projet de loi n° 193
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **13 décembre 2005**
- 17)** Projet de loi n° 194
Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite
Présenté par le député de Richelieu le **28 mars 2006**
- 18)** Projet de loi n° 195
Loi modifiant de nouveau la Loi sur le vérificateur général
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **5 juin 2006**
- 19)** Projet de loi n° 196
Loi instituant un moratoire visant à protéger le patrimoine religieux
Présenté par le député de Mercier le **15 juin 2006**

- 20) Projet de loi n° 198
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail
Présenté par la députée de Lotbinière le **17 juin 2004**
- 21) Projet de loi n° 199
Loi modifiant la Loi sur les transports
Présenté par le député de Chutes-de-la-Chaudière le **20 octobre 2004**
- 22) Projet de loi n° 390
Loi interdisant la distribution de sacs de plastique non biodégradables
Présenté par le député de Lac-Saint-Jean le 27 avril 2005
Reprise du débat ajourné au nom du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs le **11 mai 2005**
- 23) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics
Présenté par le député de Rivière-du-Loup le **3 mai 2005**
- 24) Projet de loi n° 392
Loi proclamant la Journée internationale de la paix
Présenté par le député de Mercier le **18 mai 2005**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 25) Projet de loi n° 200
Loi concernant la Ville de Québec
Présenté par le député de Charlesbourg le **9 mai 2006**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 26) Projet de loi n° 204
Loi modifiant la Loi concernant la Municipalité régionale de comté du Haut-Richelieu
Présenté par le député de Chicoutimi le **11 mai 2006**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 27) Projet de loi n° 231
Loi concernant la Ville de Portneuf
Présenté par le député de Portneuf le **12 mai 2005**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 28) Projet de loi n° 233
Loi sur la Compagnie du cimetière Saint-Charles
Présenté par la députée de la Peltrie le **19 octobre 2005**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

- 29) 15 mars 2006
Motion de la ministre des Relations internationales :

QUE, conformément à l'article 22.3 de la *Loi sur le ministère des Relations internationales*, l'Assemblée nationale approuve le Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Selon l'article 22.3 de la *Loi sur le ministère des Relations internationales*, cette motion ne peut être débattue avant le 25 mars 2006.

- 30) 30 mars 2006
Motion du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information :

QUE l'Assemblée nationale dénonce vigoureusement la plus récente démarche du Conseil de la souveraineté visant la publication et la distribution d'un manuel à caractère

prétendument pédagogique intitulé *Parlons de souveraineté à l'école*, destiné à tous les travailleurs du réseau d'éducation québécois et visant la promotion de l'indépendance du Québec dans les écoles;

QUE l'Assemblée nationale réitère le principe fondamental que le milieu scolaire ne soit pas utilisé à des fins de propagande politique ou de démarche partisane.

31) 7 juin 2006

Motion de la ministre des Relations internationales :

QUE, conformément à l'article 22.3 de la *Loi sur le ministère des Relations internationales*, l'Assemblée nationale approuve la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles et le Protocole portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement aéronautiques à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles, faits au Cap (Afrique du Sud) le 16 novembre 2001.

Selon l'article 22.3 de la *Loi sur le ministère des Relations internationales*, cette motion ne peut être débattue avant le 18 juin 2006.

32) 17 octobre 2006

Motion de la ministre des Relations internationales :

QUE, conformément à l'article 22.3 de la *Loi sur le ministère des Relations internationales*, l'Assemblée nationale approuve l'Entente sur les ressources en eaux durables du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent du 13 décembre 2005.

Selon l'article 22.3 de la *Loi sur le ministère des Relations internationales*, cette motion ne peut être débattue avant le 28 octobre 2006.

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

33) Motion du chef de l'opposition officielle :

QUE l'Assemblée nationale exige du premier ministre qu'il convoque d'urgence un sommet sur la crise qui frappe l'industrie forestière et sur ses conséquences pour les travailleurs, les communautés locales et les régions.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat statutaire

- Audition de la sous-ministre de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine sur son rapport annuel de gestion 2004-2005.
- Audition du sous-ministre de la Santé et des Services sociaux concernant les services de santé mentale.
- Audition du sous-ministre des Ressources naturelles et de la Faune sur la réforme cadastrale.
- Audition du sous-ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation sur l'inspection des aliments.

Mandat réglementaire

Vérification des engagements financiers :

- Curatrice publique.
- Vérificateur général.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- Projet de loi n° 25**, Loi modifiant la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 8 juin 2006).
- Projet de loi n° 233**, Loi sur la Compagnie du cimetière Saint-Charles (mandat confié le 19 octobre 2005).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

-**Projet de loi n° 27**, Loi sur la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (mandat modifié le 17 octobre 2006).

Mandat statutaire

-Audition du Commissaire au lobbying sur ses rapports d'activités se terminant au 31 mars 2003, 2004 et 2005.

Mandat réglementaire

Surveillance des organismes publics :

-Investissement Québec.

Mandat d'initiative

-Protection des épargnants au Québec.
-Transparence des finances publiques.
-Mise en place de l'Agence nationale d'encadrement du secteur financier.

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

-**Projet de loi n° 30**, Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite, notamment en matière de financement et d'administration (mandat entériné le 17 octobre 2006).

-**Projet de loi n° 33**, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 15 juin 2006).

Étude de projets de loi :

-**Projet de loi n° 89**, Loi sur les activités cliniques et de recherche en matière de procréation assistée et modifiant d'autres dispositions législatives (mandat confié le 14 avril 2005).

Mandat statutaire

-Étude des rapports annuels 2002-2003 des régions régionales de la santé et des services sociaux suivantes : Laurentides, Côte-Nord, Montérégie (déférés le 21 octobre 2003); Québec (déféré le 23 octobre 2003); Saguenay—Lac-Saint-Jean, Montréal-Centre, Abitibi-Témiscamingue, Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, Laval, Lanaudière (déférés le 18 décembre 2003).

-Étude des rapports annuels 2003-2004 des Agences de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux des régions suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Saguenay—Lac-Saint-Jean, Laurentides, Lanaudière, Mauricie et Centre-du-Québec, l'Estrie, Côte-Nord, Laval (déféré le 19 octobre 2004); Montérégie (déféré le 4 novembre 2004); Capitale nationale, Bas-St-Laurent, Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, Outaouais, Chaudière-Appalaches (déféré le 16 décembre 2004); Montréal (déféré le 15 mars 2005); de la région régionale de la santé et des services sociaux de Nunavik (déféré le 23 novembre 2004) et du centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 16 décembre 2004).

-Étude des rapports annuels de gestion 2004-2005 des Agences de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux des régions suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Laurentides, Saguenay—Lac-Saint-Jean, Lanaudière, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie (déféré le 19 octobre 2005); Bas-Saint-Laurent, Capitale nationale, Laval, Côte-Nord (déféré le 26 octobre 2005); Montréal, Chaudière-Appalaches, Nunavik, Estrie, Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (déféré le 9 novembre 2005); Lanaudière (déféré le 8 décembre 2005); Outaouais, Baie-James et Montérégie (version corrigée) (déféré le 15 mars 2006).

-Audition de l'Institut national de la santé publique du Québec.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

-**Projet de loi n° 99**, Loi modifiant la Loi concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Shipshaw (mandat confié le 3 juin 2005).

Mandat réglementaire

Surveillance des organismes publics :

- Commission de la santé et de la sécurité du travail.
- Commission des lésions professionnelles.

Mandat statutaire

- Audition du Bureau d'évaluation médicale.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION

Mandat réglementaire

Surveillance des organismes publics :

- La Financière agricole du Québec.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- Projet de loi n° 76**, Loi abrogeant la Loi sur la Commission municipale et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 31 mai 2005).
- Projet de loi n° 200**, Loi concernant la Ville de Québec (mandat confié le 9 mai 2006).
- Projet de loi n° 204**, Loi modifiant la Loi concernant la Municipalité régionale de comté du Haut-Richelieu (mandat confié le 11 mai 2006).
- Projet de loi n° 231**, Loi concernant la Ville de Portneuf (mandat confié le 12 mai 2005).

Mandat statutaire

- Audition de la Commission de la capitale nationale du Québec.

COMMISSION DE L'ÉDUCATION

Mandat statutaire

-Audition des dirigeants des 18 universités conformément à la *Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire*.

Mandat d'initiative

-La réussite scolaire des autochtones.

COMMISSION DE LA CULTURE

Mandat de l'Assemblée

Consultation générale :

-*Vers une politique gouvernementale de lutte contre le racisme et la discrimination* (mandat confié le 15 juin 2006).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat réglementaire

Surveillance des organismes publics :

- Commission de la qualité de l'environnement Kativik.
- Comité d'évaluation (Qualité de l'environnement de la Baie-James).
- Comité d'examen (Qualité de l'environnement de la Baie-James).

Mandat d'initiative

-L'impact du réchauffement climatique dans le Nord-du-Québec.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 17 octobre 2006
Loi modifiant la Loi sur les terres du domaine de l'État et d'autres dispositions législatives - *ministre des Ressources naturelles et de la Faune*.
- b) 17 octobre 2006
Loi proclamant le Mois de l'histoire des Noirs - *ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles*.

Projets de loi publics au nom des députés

- c) 14 mars 2006
Loi modifiant le Code du travail – *député de Rivière-du-Loup*.

Projets de loi d'intérêt privé

Motions de censure

- d) 17 octobre 2006
Motion de censure inscrite par le chef de l'opposition officielle en vertu de l'article 304 du Règlement :

QUE l'Assemblée nationale condamne sévèrement le gouvernement libéral qui a ignoré les nombreux avertissements reçus depuis plus d'un an et qui n'a pas prévu les mesures requises pour contrer la crise actuelle qui frappe durement l'industrie forestière, ses travailleurs et les régions du Québec.

II. NOUVEAUX PRÉAVIS